



Commissaire aux Comptes ■ Cour d'Appel de Nîmes

## **MAISON FAMILIALE ET RURALE "PETITE CAMARGUE"**

---

Siège social : Route des plages

30660 GALLARGUES LE MONTUEUX

### **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

---

Exercice clos le 31 Décembre 2023

---





Commissaire aux Comptes ■ Cour d'Appel de Nîmes

**MAISON FAMILIALE ET RURALE  
"PETITE CAMARGUE"**

---

Siège social : Route des plages  
30660 GALLARGUES LE MONTUEUX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

---



Aux membres,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par **votre assemblée générale**, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'association MFR "Petite Camargue"** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de **l'association MFR "Petite Camargue"** à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du **01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport**, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- **la reconnaissance des produits et subventions relatives à l'activité de la MFR ;**
- **la confirmation externe de la situation de trésorerie et du niveau d'endettement de la MFR.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le **conseil d'administration**.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les

comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

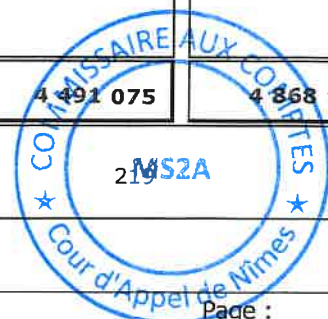
*Avignon le 29/03/2024*

<i>Société MS2A commissaire aux comptes</i>

<i>Représenté par Monsieur Emmanuel GINESTE</i>



## Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	5 188	5 188		118
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	116 923		116 923	116 923
	Constructions	4 054 353	1 713 126	2 341 227	2 413 141
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	63 749	52 621	11 128	15 929
	Autres immobilisations corporelles	505 332	388 321	117 011	111 461
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	7 508		7 508	7 508
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	219		219	219
<b>TOTAL ( I )</b>		<b>4 753 271</b>	<b>2 159 255</b>	<b>2 594 016</b>	<b>2 665 298</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements	1 052		1 052	1 034
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	95 599	9 625	85 974	280 580
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	242 877		242 877	223 684
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	366 735		366 735	363 752
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 197 788		1 197 788	1 319 508
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	2 633		2 633	14 293
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>1 906 684</b>	<b>9 625</b>	<b>1 897 059</b>	<b>2 202 851</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>		<b>6 659 955</b>	<b>2 168 880</b>	<b>4 491 075</b>	<b>4 868 149</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					



## Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	2 468 565	2 468 565
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 061 179	969 744
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>(63 367)</b>	<b>91 435</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>3 466 377</b>	<b>3 529 744</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	159 185	179 636
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>159 185</b>	<b>179 636</b>
	<b>Total des fonds propre</b>	<b>3 625 561</b>	<b>3 709 380</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		15 000
	<b>Total des provisions</b>		<b>15 000</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	567 838	606 180
	Emprunts et dettes financières divers	341	8 630
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 719	120 822
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	102 423	92 727
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	29 134	9 419
	Autres dettes	20 544	3 668
	Produits constatés d'avance	76 515	302 323
	<b>Total des dettes</b>	<b>865 514</b>	<b>1 143 769</b>
	Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>4 491 075</b>	<b>4 868 149</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(63 367,22)	91 434,81
(1) Dont à moins d'un an		865 514	1 143 769
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat<sup>1/2</sup>

31/12/2023

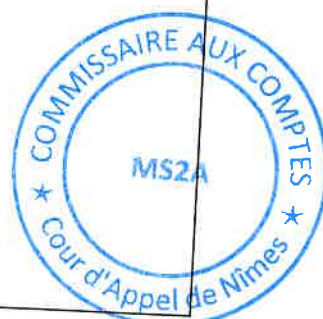
		12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	5 220
	Vente de biens et services	
	Ventes de biens	
	dont ventes de dons en nature	
	Ventes de prestations de service	779 264
	dont parrainages	127 087
	Produits de tiers financeurs	
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 026 443
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	
	Ressources liées à la générosité du public	
	Dons manuels	
	Mécénats	
	Legs, donations et assurances-vie	
	Contributions financières	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	131 429
	Utilisations des fonds dédiés	
	Autres produits	3 863
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>1 946 219</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	
	Variation de stock	
	Achats de matières et autres approvisionnements	81 281
	Variation de stock	(19)
	Autres achats et charges externes	395 336
	Aides financières	5 489
	Impôts, taxes et versements assimilés	31 227
	Salaires et traitements	1 052 612
	Charges sociales	341 892
	Dotation aux amortissements et dépréciations	163 109
	Dotation aux provisions	
	Reports en fonds dédiés	
	Autres charges	435
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>2 071 363</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(125 143)</b>



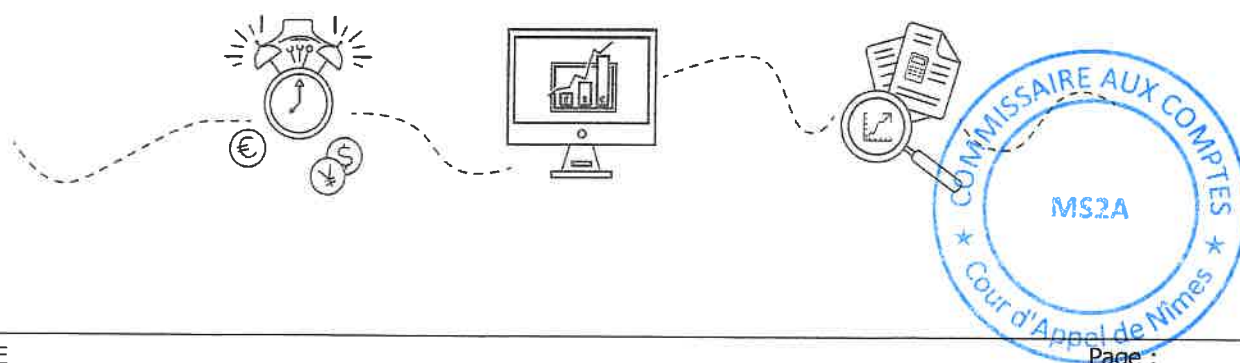


Compte de Résultat<sup>2/2</sup>

		31/12/2023
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation	(125 143)
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	
	Autres intérêts et produits assimilés	150
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	17 389
	Différences positives de change	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	
<b>Total des produits financiers</b>		<b>17 539</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
	Intérêts et charges assimilées	
	Différences négatives de change	10 923
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	
<b>Total des charges financières</b>		<b>10 923</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>6 617</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>(118 526)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	4 571
	Sur opérations en capital	32 951
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	21 500
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>59 023</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	
	Sur opérations en capital	221
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>221</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>58 801</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		3 642
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>2 022 781</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>2 086 148</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>(63 367)</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



## ANNEXES COMPTABLES



# Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 491 075** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 022 781** euros et un total **charges** de **2 086 148** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-63 367** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.  
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement de l'ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



# Règles et Méthodes Comptables

## **Stocks et en cours**

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

## **Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## **Achats**

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



# Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	5 188					5 188
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 188					5 188
CORPORELLES	Terrains	116 923					116 923
	Constructions sur sol propre	3 732 237		18 532		14 180	3 736 589
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	276 260		41 503			317 763
	Instal technique, matériel outillage industriels	61 431		2 318			63 749
	Instal., agencement, aménagement divers	97 244					97 244
	Matériel de transport	106 972		2 205			109 177
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	196 843		32 163			229 007
	Emballages récupérables et divers	62 050		8 125		270	69 904
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		4 649 959		104 847		14 450	4 740 356
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	7 508					7 508
	Prêts et autres immobilisations financières	219					219
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 727					7 727
TOTAL		4 662 874		104 847		14 450	4 753 271



## Amortissements

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
	Dotations	Diminutions	

<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	5 070	118		5 188
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 070</b>	<b>118</b>		<b>5 188</b>

<b>CORPORELLES</b>	Terrains				
	Constructions sur sol propre	1 453 425	102 459	11 005	1 544 879
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	141 931	26 316		168 247
	Instal technique, matériel outillage industriels	45 502	7 119		52 621
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	46 978	8 135		55 113
	Matériel de transport	82 615	14 278		96 893
	Matériel de bureau, mobilier	160 006	13 843		173 848
	Emballages récupérables et divers	62 050	417		62 466
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 992 505</b>	<b>172 567</b>	<b>11 005</b>	<b>2 154 067</b>

<b>TOTAL</b>	<b>1 997 576</b>	<b>172 684</b>	<b>11 005</b>	<b>2 159 255</b>
--------------	------------------	----------------	---------------	------------------

## Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement des amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fis exception	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fis exception	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							

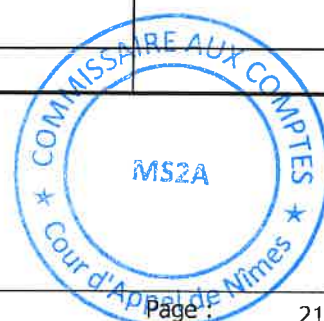




## Créances et Dettes

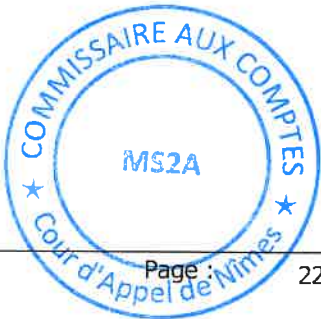
		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	219	219	
	Clients douteux ou litigieux	9 625	9 625	
	Autres créances clients	85 974	85 974	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 488	1 488	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	112 580	112 580	
	Groupe et associés	80 558	80 558	
	Débiteurs divers	48 252	48 252	
	Charges constatées d'avances	2 633	2 633	
TOTAL DES CREANCES		341 328	341 328	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		558		

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	567 838	567 838		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	68 719	68 719		
	Personnel et comptes rattachés	21 365	21 365		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	74 817	74 817		
	Impôts sur les bénéfices	3 642	3 642		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 599	2 599		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	29 134	29 134		
	Groupe et associés	341	341		
	Autres dettes	20 544	20 544		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	76 515	76 515		
TOTAL DES DETTES		865 514	865 514		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		38 342			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Produits à recevoir

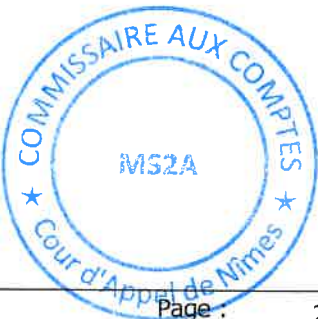
		31/12/2023
Total des Produits à recevoir		162 043
Autres créances clients		6 212
Facture à établir	6 212	
Autres créances		155 831
Etat-Subventions à recevoir	112 580	
Produits à recevoir	40 298	
Intérêts courus sur obligation	2 953	





# Charges à payer

		31/12/2023
Total des Charges à payer		40 826
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		12 121
Fournisseurs-Fact. non parvenu	12 121	
Dettes fiscales et sociales		28 705
Dettes provisionnées pour cong	20 333	
autres charges à payer	1 032	
CH/SOC/CP	7 340	



Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		76 515	76 515
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			76 515

Les produits constatés d'avance sont constitués principalement :

- Facturation des OPCO
- Frais de scolarité / internat / demi pension auprès des Familles



Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		2 633	2 633
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			2 633



## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	15 000		15 000	
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>15 000</b>		<b>15 000</b>	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> Sur immobilisations				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	8 196	7 551	6 122	9 625
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>8 196</b>	<b>7 551</b>	<b>6 122</b>	<b>9 625</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>23 196</b>	<b>7 551</b>	<b>21 122</b>	<b>9 625</b>
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			1 429	15 000	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					





Commissaire aux Comptes ■ Cour d'Appel de Nîmes

## **MAISON FAMILIALE ET RURALE "PETITE CAMARGUE"**

---

Siège social : Route des plages

30660 GALLARGUES LE MONTUEUX

### **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

---



Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

### **Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant**

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

### **Contribution au fonds commun de garantie**

Personne concernée : Monsieur Olivier BERARD Président de la MFR Petite Camargue et administrateur de la Fédération Régionale des Maisons Familiales Rurales Occitanie ;

La MFR Petite Camargue a versé au fonds commun de garantie géré par la Fédération Régionale des Maisons Familiales Rurales Occitanie, au titre de l'année 2023, la somme de 80 000 euros. Cette somme est une créance restituable sur la Fédération Régionale des Maisons Familiales Rurales Occitanie.

Avignon le 29/03/2024

Société MS2A commissaire aux comptes

Représenté par Monsieur Emmanuel GINESTE

